

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1911 - 29 septembre 1994 - 3 F

### D 1911 **BRÉSIL: LE "CONSEIL DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE"**

En juin 1994, des enquêtes menées par le ministère de la santé faisaient état d'une aggravation alarmante de la mortalité infantile (de 0 à 1 an), en particulier dans le Nord-Est du pays: au 1er trimestre de 1994, par rapport à 1993, 45% d'augmentation dans l'Etat d'Alagoas (ce qui donne un taux de mortalité de 174 pour mille, alors que la moyenne est, en 1992, de 54 pour mille au Brésil; de 10 pour mille à Cuba; ou de 7 pour mille en Allemagne); 56% d'augmentation dans la Paraíba; 74% dans le Rio Grande do Norte (taux de mortalité de 148 pour mille); 54% d'augmentation dans le Ceará (taux de mortalité de 116 pour mille) (Source: journal **Folha de São Paulo** du 22 juin 1994). Cet échantillon donne la mesure du problème de la pauvreté de masse au Brésil.

En mars 1993 naissait le mouvement Action des citoyens contre la misère et pour la vie (cf. DIAL D 1768 et 1820). En juin 1993, le président de la République créait par décret le Conseil de sécurité alimentaire (CONSEA) et en nommait premier président Mgr Mauro Morelli, évêque de Duque de Caxias. C'est le CONSEA, avec la collaboration de l'Action des citoyens contre la misère et pour la vie, qui organisait à Brasilia, du 27 au 30 juillet 1994, la 1ère conférence nationale de sécurité alimentaire.

Au titre de leur souveraineté nationale, les Etats sont généralement dotés d'un "conseil de sécurité nationale". Pourquoi, à l'exemple du Brésil, n'auraient-ils pas aussi un "conseil de sécurité alimentaire" au titre de l'intégration économique? L'exclusion sociale, surtout massive, n'est-elle pas le facteur premier d'instabilité politique?

Article ci-dessous tiré de l'hebdomadaire **O São Paulo** du 4 août 1994.

Note DIAL

### La 1ère Conférence nationale de sécurité alimentaire

Plus de deux mille personnes, en provenance de toutes les régions du Brésil, se sont réunies à Brasília du 27 au 30 juillet pour défendre une seule cause: la lutte contre la misère, contre la faim, contre les injustices sociales, avec la volonté et l'espoir de changer cette situation. L'occasion en était la 1ère conférence nationale de sécurité alimentaire.

Cette conférence était promue par le Conseil de sécurité alimentaire (CONSEA) et par l'Action des citoyens contre la misère et pour la vie. Les États de São Paulo, Rio de Janeiro, Pernambuco, Maranhão, Pará, Amazonas, Alagoas, Rio Grande do Sul, Paraná, pour ne citer que les plus importants, étaient représentés par des animateurs de communautés, des membres des comités des différents Etats, des organisations liées à l'Eglise, des mouvements populaires, des syndicats et des associations de lutte contre la faim au Brésil, ainsi que par des représentants d'organismes tels que la Fédération nationale des industries, la Banque économique fédérale et la Banque du Brésil.

Le comité de l'Etat de São Paulo, sous la coordination de Maria Magdalena Alves, avait délégué plus de deux cents personnes. Comme l'objectif de la rencontre était d'élaborer des propositions de solutions au problème de la misère et de la faim au Brésil, plus il y avait de participants plus les échanges pouvaient être riches. Les propositions par États étaient étudiées en groupes et votées en assemblées plénières.

Cela se traduira par un document officiel qui sera transmis en août à l'actuel président de la République et aux candidats à l'élection présidentielle, selon les déclarations des organisateurs.

L'ouverture de la conférence s'est faite en présence du sociologue Herbert de Souza, initiateur de la campagne contre la faim; du président de la République Itamar Franco; du président du Conseil de sécurité alimentaire, Mgr Mauro Morelli, évêque de Duque de Caxias (État de Rio de Janeiro); et du coordinateur général de la conférence, Antonio Ibañez Ruiz. La cérémonie d'ouverture et les exposés ont eu lieu au Club des fonctionnaires; les autres activités (travail des groupes, tables rondes et restaurant) se sont tenues à l'Université de Brasília.

Les travaux prenaient appui sur des textes élaborés par l'équipe de coordination et portaient sur divers sujets: la question agraire et le développement rural et urbain, les politiques agricole et alimentaire, l'assistance sociale, la santé, l'éducation, la création d'emplois et la politique salariale, la participation populaire et la démocratisation de la gestion publique.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

---

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441